



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LOIR ET CHER

Direction Départementale
de l'Équipement et de
l'Agriculture
de LOIR-ET-CHER
Unité Nature Forêt

Monsieur LABIDURIE Ludovic
SCI CDL
15 rue de la Rozelle
41120 - CELLETES

17 quai de l'Abbé Grégoire

41012 BLOIS CEDEX
Dossier suivi par : LAIGNIEL
Vincent
Tél. : 02 54 90 96 47
Fax : 02-54-90-96-01

Mél : vincent.laigniel@equipement-agriculture.gouv.fr

Objet : Accusé de réception d'un dossier complet de demande d'autorisation de défrichement

Réf. : D2A/3386/

BLOIS, le 21 septembre 2009

Monsieur,

Par demande reçue le 3 août 2009, vous sollicitez une autorisation de défrichement pour une surface de 3,3907 ha sise sur la commune de Cellettes.

Votre demande porte le numéro : 3386. Celui-ci sera à rappeler impérativement sur tout courrier envoyé à la DDEA.

Après examen, votre dossier est **réputé complet** à la date du 10 septembre 2009.

Monsieur Laigniel en charge de celui-ci, vous informera de la suite réservée à votre demande (autorisation simple ou conditionnelle, nécessité d'une reconnaissance sur le terrain) dans un délai de deux mois, soit avant le 10 novembre 2009.

Si toutefois à cette date, vous n'avez reçu aucun avis de notre part, votre demande sera alors implicitement acceptée (autorisation tacite), et ce pour cinq ans à compter de cette même date. Dans ce cas, une attestation pourra vous être délivrée sur demande écrite de votre part.

Par ailleurs, selon l'article R 312-6 du code forestier, l'autorisation de défrichement fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à chaque mairie de situation des parcelles à défricher. L'affichage a lieu 15 jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu en mairie pendant 2 mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement. Vous devez également déposer à chaque mairie de situation des terrains, le plan cadastral des parcelles à défricher afin qu'il soit consultable pendant la durée des opérations de défrichement. Vous veillerez à préciser, tant sur l'autorisation de défrichement affichée sur le terrain que sur celle portée en mairie, que le plan cadastral est consultable en mairie.

En cas d'autorisation tacite et dans les mêmes conditions que précisées au paragraphe précédent, c'est la copie du courrier vous informant que votre dossier est complet (ou à défaut : la présente lettre ou bien l'attestation sus-citée) qui est à afficher à la place de l'autorisation expresse, avec rajout de la mention manuscrite : 'Plan consultable en Mairie'.

Enfin, je vous rappelle que la date du dernier des deux affichages précédemment décrits (sur le terrain et en mairie) constitue le point de départ du délai légal de deux mois permettant à un tiers de contester l'autorisation devant les tribunaux. La preuve de cette date d'affichage relève de votre responsabilité : à défaut de cette preuve, la contestation pourra intervenir au-delà des deux mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le chef du service Environnement,

Copie : Cabinet GEOPLUS


Véronique LE COZ

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE
Service de l'Environnement
Unité Nature-Forêt

Affaire suivie par :
Vincent LAIGNIEL ☎ 02.54.90.96.47
✉ vincent.laigniel@agriculture.gouv.fr

ARRETE N° 2009-279-25

relatif à une autorisation de défricher

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code forestier, notamment ses articles L 311-1 et R-311-1-et suivants,

Vu la demande d'autorisation de défrichement, enregistrée le 10 septembre 2009, présentée par SCI CDL domiciliée 33 rue de Longchamps, 75116 PARIS 16, portant sur 3,3907 ha de bois situés sur le territoire de la commune de Cellettes,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2008 donnant délégation de signature au directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Sur proposition du directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Loir-et-Cher,

ARRETE

Article 1er - Le défrichement de 3,3907 ha de bois situé sur la commune de Cellettes, dont les références cadastrales sont citées ci-après, est autorisé. La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans.

Commune	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
Cellettes	AM	751	3,6882	3,3907

Article 2 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.



Fait à Blois, le - 6 OCT 2009
Pour le préfet par délégation,
Le chef du service Environnement,


Véronique LE COZ